

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000781-167

DATE : Le 13 janvier 2017

SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE CHANTAL MASSE, j.c.s.

ARLENE GALLONE

Demanderesse

**c.
PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

Défenderesse

JUGEMENT
(Demande d'autorisation d'exercer une action collective)

[1] CONSIDÉRANT que la demanderesse Arlene Gallone a déposé le 24 février 2016 une *Motion for authorization to institute a class action and obtain the status of representative*.

[2] CONSIDÉRANT que la demande en autorisation allègue que le Service correctionnel du Canada place en isolement des milliers de personnes incarcérées, où ils y restent plus de 23 heures sur 24 sans contact humain ni d'activités pour se distraire.

- [3] CONSIDÉRANT que la demande en autorisation allègue que ces placements en isolement pour plus de 72 heures consécutives violent la *Charte canadienne des droits et libertés* et la *Charte des droits et libertés de la personne*. De la même façon, la demande allègue que le placement en isolement des personnes ayant des problèmes de santé mentale viole leurs droits fondamentaux, quelle que soit la durée du placement en isolement.
- [4] CONSIDÉRANT que la demande allègue que cette pratique du Service correctionnel du Canada constitue une faute pour laquelle la défenderesse doit indemniser les membres du groupe pour les dommages qu'elle leur a causés.
- [5] CONSIDÉRANT que cette action collective cherche ainsi à obtenir des dommages compensatoires pour les souffrances des membres du groupe et à obtenir des dommages punitifs pour l'atteinte illicite et intentionnelle du Service Correctionnel avec leurs droits fondamentaux.
- [6] CONSIDÉRANT que la demanderesse Arlene Gallone allègue avoir passé plus de 9 mois en isolement cellulaire à l'établissement de Joliette depuis le mois de février 2013.
- [7] CONSIDÉRANT que madame Gallone allègue avoir souffert pendant ses séjours en isolement.
- [8] CONSIDÉRANT les représentations des parties, considérant les faits devant être tenus pour avérés à ce stade-ci des procédures et pour l'ensemble des motifs exposés ci-dessous, le Tribunal est satisfait que l'ensemble des conditions énumérées à l'article 575 C.p.c. sont remplies. Par conséquent, le Tribunal autorise l'action collective et octroie à madame Arlene Gallone le statut de représentante.

La définition des sous-groupes

- [9] CONSIDÉRANT que la *Motion for authorization to institute a class action and obtain the status of representative* visait initialement les deux sous-groupes ci-après décrits:

Class members in prolonged solitary confinement

All persons held in solitary confinement after February 24, 2013 for more than 72 consecutive hours, in a federal penitentiary situated in Quebec, including consecutive periods totalizing more than 72 hours separated by periods of less than 24 hours;

AND

Class members with mental health disorders

All persons held in solitary confinement after February 24, 2013 in a federal penitentiary situated in Quebec and who had a mental health disorder, including disorders of thought, mood, perception, orientation or memory that significantly impairs judgment, behaviour, the capacity to recognize reality or the ability to meet the ordinary demands of life as defined by section 85 of the *Corrections and Conditional Release Act*¹;

- [10] CONSIDÉRANT que le 28 octobre 2016, la défenderesse a signifié une *Application to adduce relevant evidence*, présentable le 17 novembre 2016;
- [11] CONSIDÉRANT que la défenderesse a notamment déposé au soutien de son *Application to adduce relevant evidence* un affidavit de Kelley Blanchette, chargée de l'administration des soins de santé mentale pour l'ensemble des établissements gérés par le Service correctionnel du Canada;
- [12] CONSIDÉRANT que le 23 décembre 2016, les parties ont informé le Tribunal qu'une entente était intervenue entre elles et que la défenderesse consentait à l'autorisation de l'action collective pour les sous-groupes tels que ci-après redéfinis et consentait également à désigner madame Arlene Gallone représentante de ces deux sous-groupes:

Class members in prolonged solitary confinement

All persons held in "solitary confinement", such as in administrative segregation but excluding disciplinary segregation, after February 24, 2013 for more than 72 consecutive hours, in a federal penitentiary situated in Quebec, including consecutive periods totalizing more than 72 hours separated by periods of less than 24 hours;

AND

Class members with mental health disorders

All persons held in "solitary confinement", such as in administrative segregation but excluding disciplinary segregation, after February 24, 2013 in a federal penitentiary situated in Quebec who were, prior to or during such "solitary confinement", diagnosed by a medical doctor either prior to or during

¹ SC 1992, c.20 ("**CCRA**") at s. 85.

such “solitary confinement” with an Axis I Disorder (excluding Substance Use Disorders), or Borderline Personality Disorder, who suffered from their disorder, in a manner described at Appendix A, and reported such prior to or during their stay in “solitary confinement”.

Appendix A:

- Significant impairment in judgment (including inability to make decisions; confusion; disorientation)
- Significant impairment in thinking (including constant preoccupation with thoughts, paranoia; delusions that make the offender a danger to self or others)
- Significant impairment in mood (including constant depressed mood plus helplessness and hopelessness; agitation; manic mood that interferes with ability to effectively interact with other offenders, staffs or follow correctional plan)
- Significant impairment in communications that interferes with ability to effectively interact with other offenders, staff or follow correctional plan
- Significant impairment due to anxiety (panic attacks; overwhelming anxiety) that interferes with ability to effectively interact with other offenders, staff or follow correctional plan
- Other symptoms: hallucinations; delusions; severe obsessional rituals that interferes with ability to effectively interact with other offenders, staff or follow correctional plan
- Chronic and severe suicidal ideation resulting in increased risk for suicide attempts
- Chronic and severe self-injury; or
- A GAF score of 50 or less.

[13] CONSIDÉRANT que les parties fondent la définition de ce sous-groupe sur l'affidavit de Dr. Kelley Blanchette déposé par la défenderesse au soutien de son *Application to adduce relevant evidence*;

[14] CONSIDÉRANT que cette définition permet notamment d'harmoniser la définition de ce sous-groupe de la présente action collective avec celle contenue au jugement de la Cour supérieure de l'Ontario *Brazeau c. Attorney general of Canada*²;

² 2016 ONCS 7836.

- [15] CONSIDÉRANT que cette action collective autorisée par le juge Perell le 12 décembre 2016 concerne en partie le deuxième sous-groupe de la présente action collective, soit les personnes ayant des troubles de santé mentale;
- [16] CONSIDÉRANT que l'action collective ontarienne concerne l'administration des soins de santé mentale par le Service correctionnel du Canada;
- [17] CONSIDÉRANT que bien que les deux actions collectives opèrent séparément, elles ont néanmoins des causes d'action à la fois communes et distinctes;
- [18] CONSIDÉRANT que certains membres du Québec de ce sous-groupe sont actuellement également visés par l'action collective autorisée par la Cour supérieure de l'Ontario;
- [19] CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt des membres et de la justice d'harmoniser les définitions du sous-groupe ayant des troubles de santé mentale;
- [20] CONSIDÉRANT que cette définition élimine l'isolement disciplinaire initialement inclus dans les définitions des deux sous-groupes proposées par la demanderesse, puisque l'isolement disciplinaire fait l'objet d'un régime législatif différent des autres formes d'isolement cellulaire, dont l'isolement administratif;
- [21] CONSIDÉRANT que le Tribunal estime que les définitions des deux sous-groupes, sur lesquelles les parties s'entendent, reposent sur des critères objectifs, ne sont ni circulaires ou inutilement larges et se fondent sur un lien rationnel avec les revendications communes, respectant les critères établis par la jurisprudence.
- [22] CONSIDÉRANT que la défenderesse consent aux questions communes proposées par la demanderesse. Les questions communes de la *Motion for authorization to institute a class action and obtain the status of representative* sont ainsi désignées :
1. Does the solitary confinement of Class members violate section 7 or section 12 of the *Charter*? If so, are such violations justified under section 1?
 2. Are the Class members entitled to damages as a just and appropriate remedy under section 24(1) of the *Charter*?
 3. Is the Respondent committing a civil fault by placing class members into solitary confinement?
 4. Should the Respondent compensate the Petitioner and the Class members for the damages caused by its civil fault?
 5. Is the Respondent unlawfully and intentionally interfering with the rights of Class members under the *Quebec Charter*?
 6. Are the Petitioner and Class members entitled to punitive damages under the *Quebec Charter*?

- [23] CONSIDÉRANT que le Tribunal est satisfait que les demandes des membres soulèvent des questions de droit ou des faits identiques, similaires ou connexes, le premier critère de l'article 575 C. p.c. est rempli.
- [24] CONSIDÉRANT que le Tribunal est satisfait que les faits allégués paraissent justifier les conclusions recherchées, le deuxième critère est rempli.
- [25] CONSIDÉRANT que le Tribunal est satisfait que la composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des règles sur le mandat d'ester en justice pour le compte d'autrui ou sur la jonction d'instance, le troisième critère de l'article 575 C.p.c. est rempli.
- [26] CONSIDÉRANT que le Tribunal est satisfait que le désir de madame Gallone de représenter le groupe est sincère, et qu'elle est à même de représenter adéquatement le groupe, le dernier critère de l'article 575 C.p.c. est rempli.

Publication des avis

- [27] CONSIDÉRANT que le 10 janvier 2017, les parties ont signifié une *Demande conjointe pour faire approuver des avis aux membres* et s'entendent sur le contenu des avis bilingues à publier;
- [28] CONSIDÉRANT que les parties s'entendent sur un plan de publication. Selon ce plan de publication, les avis bilingues seront distribués par la défenderesse à tous les détenus qui sont encore sous la juridiction du Service correctionnel du Canada dans les établissements et les centres correctionnels communautaires et les établissements résidentiels communautaires situés au Québec.
- [29] CONSIDÉRANT que les avis seront également affichés dans les établissements tant au Québec qu'à l'extérieur du Québec dans les salles communes, étant donné que certains membres peuvent avoir été transférés à l'extérieur du Québec depuis leur mise en isolement;
- [30] CONSIDÉRANT que le Tribunal est satisfait que l'ensemble des critères de l'article 575 sont remplis et qu'il est dans l'intérêt des membres et de la justice d'autoriser cette action collective.

PAR CES MOTIFS, LA COUR :

- [31] **ACCUEILLE** la *Motion for authorization to institute a class action and obtain the status of representative* de la demanderesse;

[32] **AUTORISE** la présente action collective en dommages et intérêts compensatoires et punitifs;

[33] **AUTORISE** la demande de la demanderesse d'être désignée représentante des sous-groupes ci-après décrits :

Class members in prolonged solitary confinement

All persons held in "solitary confinement", such as in administrative segregation but excluding disciplinary segregation, after February 24, 2013 for more than 72 consecutive hours, in a federal penitentiary situated in Quebec, including consecutive periods totalizing more than 72 hours separated by periods of less than 24 hours;

AND

Class members with mental health disorders

All persons held in "solitary confinement", such as in administrative segregation but excluding disciplinary segregation, after February 24, 2013 in a federal penitentiary situated in Quebec who were, prior to or during such "solitary confinement", diagnosed by a medical doctor either prior to or during such "solitary confinement" with an Axis I Disorder (excluding Substance Use Disorders), or Borderline Personality Disorder, who suffered from their disorder, in a manner described at Appendix A, and reported such prior to or during their stay in "solitary confinement".

Appendix A:

- Significant impairment in judgment (including inability to make decisions; confusion; disorientation)
- Significant impairment in thinking (including constant preoccupation with thoughts, paranoia; delusions that make the offender a danger to self or others)
- Significant impairment in mood (including constant depressed mood plus helplessness and hopelessness; agitation; manic mood that interferes with ability to effectively interact with other offenders, staffs or follow correctional plan)
- Significant impairment in communications that interferes with ability to effectively interact with other offenders, staff or follow correctional plan

- Significant impairment due to anxiety (panic attacks; overwhelming anxiety) that interferes with ability to effectively interact with other offenders, staff or follow correctional plan
- Other symptoms: hallucinations; delusions; severe obsessional rituals that interferes with ability to effectively interact with other offenders, staff or follow correctional plan
- Chronic and severe suicidal ideation resulting in increased risk for suicide attempts
- Chronic and severe self-injury; or
- A GAF score of 50 or less.

[34] **IDENTIFIE** les principales questions de fait et de droit à être déterminées collectivement :

1. Does the solitary confinement of Class members violate section 7 or section 12 of the *Charter*? If so, are such violations justified under section 1?
2. Are the Class members entitled to damages as a just and appropriate remedy under section 24(1) of the *Charter*?
3. Is the Respondent committing a civil fault by placing class members into solitary confinement?
4. Should the Respondent compensate the Petitioner and the Class members for the damages caused by its civil fault?
5. Is the Respondent unlawfully and intentionally interfering with the rights of Class members under the *Quebec Charter*?
6. Are the Petitioner and Class members entitled to punitive damages under the *Quebec Charter*?

[35] **IDENTIFIE** les principales conclusions recherchées de la manière suivante:

GRANT the Petitioner's Motion on behalf of all Class members;

CONDEMN the Respondent to pay the Petitioner and each Class member in prolonged solitary confinement the amount of 500\$ per day spent in solitary confinement, for each day after 72 hours, plus interest from the date of service of this motion;

CONDEMN the Respondent to pay the Petitioner and each Class member with a mental health disorder the amount of \$ 500 per day in solitary confinement, plus interest from the date of service of this motion;

CONDEMN the Respondent to pay the Petitioner and each Class member the amount of \$10,000 as punitive damages;

ORDER the collective recovery of the claims;

ORDER the liquidation of the class members' individual claims;

THE WHOLE with costs, including costs of all experts, notices and expenses of the administrator, if any;

[36] **APPROUVE** les avis contenus à la pièce P-1 de la *Demande conjointe pour faire approuver des avis aux membres*;

[37] **ORDONNE** les parties de se conformer au Plan de publication produit comme pièce P-2 au soutien de la *Demande conjointe pour faire approuver des avis aux membres*;

[38] **FIXE** le délai d'exclusion à 60 jours à compter de la publication des avis aux membres;

[39] **RÉFÈRE** le présent dossier au juge en chef afin de déterminer le district dans lequel l'action collective devrait être instituée et afin de désigner le juge devant présider l'audition de cette action collective;

[40] **LE TOUT** sans frais;



CHANTAL MASSE, J.C.S.

Me Clara Poissant-Lespérance
Me André Lespérance
Trudel Johnston & Lespérance
Procureurs de la demanderesse

Me Eric Lafrenière
Me Nicholas Banks
Me Claudia Gagnon
Me Laurent Brisebois
Procureurs de la défenderesse

Date d'audience : Le 11 janvier 2017